

## ALORS QUE CINQ TERRORISTES SONT ÉLIMINÉS ET DEUX AUTRES CAPTURÉS À SOUK LEKHMIS ET KADIRIA

# Des étrangers dans les maquis de Bouira

**C'est un véritable coup de filet que les soldats de l'ANP ont réussi en l'espace de quelques jours, en mettant hors d'état de nuire cinq terroristes et en capturant deux autres, de la phalange Al Farouk qui active sur l'axe Souk Lekhmis-Kadiria-Zbarbar en passant par Lakhdaria, Djebbahia et Sidi Yahia.**

Deux terroristes capturés vivants qui auraient, selon des sources sécuritaires sûres, fourni des informations précieuses sur les caches terroristes existantes dans la région, mais aussi, sur certains mouvements de terroristes étrangers qui auraient transité par la région, avant de rejoindre la Libye. Le coup de filet réussi est le résultat d'une traque sans relâche entamée par les éléments de l'ANP depuis le début de l'année, dans cette région ; ce qui a permis de venir à bout de plusieurs individus de cette sinistre phalange, héritière d'El Ghoraba d'Ahmed Djebri qui avait disparu après la reddition d'une cinquantaine de ses éléments dans le cadre de la concorde civile en 1999. Après la reddition de cette phalange, certains terroristes qui avaient refusé l'offre du pouvoir ont rejoint la phalange Al Farouk affiliée au GSPC d'Abdelmalek Droukdel, puis Aqmi après que l'«émir» national du GSPC eut fait allégeance à cette organisation internationale Al Qaïda et sa branche au Maghreb, Aqmi.

Cette phalange composée dans un premier temps d'une cinquantaine d'éléments avant d'atteindre, à un certain moment, une centaine d'éléments, est connue pour ses actions d'éclat, notamment l'attaque de la

caserne militaire à Lakhdaria à l'aide d'un camion piégé, en juillet 2007, et qui avait coûté la vie à dix militaires, puis une année plus tard, en plein centre-ville de Bouira, lorsque deux actions kamikazes simultanées avaient ciblé un fourgon de transport des travailleurs algériens de la société algéro-canadienne SNC Lavalin ainsi que le secteur opérationnel de Bouira ; deux actions qui ont coûté la vie à 13 citoyens et un militaire. Depuis ces deux attaques, la mobilisation des soldats de l'ANP était sans relâche et la phalange Al Farouk, même avec certaines autres actions d'éclat qui ont été de moindre ampleur, n'a cessé de connaître des revers avec l'élimination de plusieurs de ses membres.

Cependant, le tournant de la lutte antiterroriste à Bouira en particulier et en Kabylie en général a été le kidnapping et la décapitation du Français Hervé Gourdel en septembre 2014 par le groupe terroriste Djund Al Khilafa qui venait de faire allégeance à la nouvelle organisation internationale Daesh, et qui était dirigé par Gouri Abdelmalek. Le groupe qui activait dans le sud de Tizi-Ouzou et dans la région est de Bouira, a perdu, depuis, plusieurs de ses membres dont son chef, Gouri Abdelmalek, et un de ses lieutenants. Mais le véritable coup de



Coup de filet réussi pour les éléments de l'ANP.

filet de cette traque sans merci et cette mobilisation sans faille des éléments de l'ANP aura été l'élimination de 25 terroristes appartenant à Djund Al Khilafa, à Guerrouma en mai 2015.

Parallèlement à ce coup de maître qui a pratiquement décimé cette nouvelle organisation, les troupes de l'ANP ont multiplié les opérations de ratissage et de bouclages des périmètres connus pour être des fiefs des groupes terroristes se proclamant d'Aqmi à Souk Lekhmis, Kadiria, Djebbahia et Lakhdaria et Daesh dans la région de M'chédallah.

Cette traque sans merci a porté ses fruits puisque plusieurs terroristes de la phalange dirigée depuis peu par un certain Gerrache Boudjemaâ, qui est natif de Boulerbah dans la région

de Kadiria, ont été éliminés dont les derniers en date, ceux de mardi dernier dans la région de Beggas au nord de Kadiria, à 30 kilomètres au nord-ouest de Bouira et dont l'identification, selon nos sources, est toujours en cours. Dans cette opération qui se poursuit toujours, les troupes de l'ANP, qui sont appuyées par des hélicoptères, ont réussi, outre l'élimination des deux terroristes et la récupération de plusieurs armes de type kalachnikov, des munitions, des téléphones portables, des bombes artisanales, et la destruction de plusieurs casemates, à capturer deux autres terroristes touchés, l'un à l'épaule et l'autre à la jambe, et à récupérer leurs armes, des pistolets automatiques de type kalachnikov, des munitions et des télé-

phones portables. Selon des sources sécuritaires sûres, les deux terroristes capturés, D. R., originaire d'Aomar dans la wilaya de Bouira, recherché depuis les années 2000 pour avoir participé à plusieurs assassinats dans la région, et H. S., âgé de 32 ans, d'Ammal dans la wilaya de Boumerdès, sont derrière la découverte de plusieurs casemates par les éléments de l'ANP.

Par ailleurs, et selon toujours nos sources, les deux terroristes auraient fourni des informations capitales aux éléments de l'ANP dont celle faisant état du séjour d'un terroriste marocain dans la région, avant de poursuivre sa route à destination de la Libye. Une information qui confirme la jonction entre les organisations terroristes ou leurs réseaux dormants qui activent dans les pays du Maghreb notamment le Maroc, l'Algérie, la Tunisie et la Libye. Cela étant, rappelons que pendant que les militaires sont toujours sur les lieux dans la région de Beggas à la recherche du restant du groupe terroriste évalué, selon les informations parvenues aux responsables de l'ANP, à sept éléments, soit trois terroristes toujours en fuite après l'élimination de deux et la capture de deux autres, de l'autre côté de la wilaya, dans la région de M'chédallah, les troupes de l'ANP sont toujours à la recherche du groupe terroriste signalé près du village Islan, sur le flanc sud du Djurdjura dans la commune de Saharidj et appartenant au groupe Djund Al Khilafa affilié à Daesh.

H. M.

## CLASSEMENT DU HEZBOLLAH COMME «ORGANISATION TERRORISTE»

# L'Algérie dit non aux monarchies du Golfe

**L'Algérie dit non aux pays arabes dont les ministres de l'Intérieur viennent de considérer le Hezbollah comme «organisation terroriste», et ce, au nom du principe immuable de notre diplomatie de «non-ingérence dans les affaires internes des pays».**

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Un argument que le ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale a, d'ailleurs, mis en avant pour justifier la décision de l'Algérie de ne pas souscrire à la démarche des pays du Conseil de coopération du Golfe qui ont décidé d'ajouter le Hezbollah libanais sur la liste des organisations terroristes.

Rappelant que le Hezbollah libanais est «un mouvement politico-militaire qui active sur la scène politique interne au Liban», Ramtane Lamamra, qui s'exprimait jeudi à Alger au sortir d'un tête-à-tête avec son homologue angolais, a rappelé, en outre, le devoir de «respecter la Constitution du Liban et les dispositions sur lesquelles repose la coexistence dans ce pays». Et dans le prolongement de cette déclaration de Lamamra, le porte-parole du ministère des Affaires étrangères a, dans une déclaration faite à l'APS, estimé que l'Algérie refuse de «s'exprimer en lieu et place des Libanais dans une affaire qui les concerne», et «s'interdit toute interférence». Abdelaziz Benali-Cherif a indiqué, dans ce sens, que le Hezbollah est «un mouvement politico-militaire qui fait partie du paysage social et politique du Liban et qui participe aux équilibres fragiles patiemment et laborieusement négociés dans ce pays, notamment en vertu des Accords de Taëf auxquels il a été partie prenante». Et d'estimer que «toute décision concernant ce mouvement doit, donc, émaner des Libanais

eux-mêmes», rappelant que l'Algérie, au nom de la non-immixtion dans les affaires internes des autres pays, «s'interdit toute interférence dans ce dossier et refuse de s'exprimer en lieu et place des Libanais dans une affaire qui les concerne d'une manière exclu-

sive». Un principe de non-ingérence dans les affaires internes des autres pays que ce mouvement, membre de la coalition gouvernementale et acteur au niveau du Parlement libanais dans lesquels il compte de nombreux représentants, doit faire sien, selon le porte-parole du MAE, pour qui le Hezbollah «a également le devoir de ne pas s'ingérer dans les affaires des autres et d'éviter toute implication dans la déstabilisation de son environnement». Par ailleurs, le ministre d'Etat, ministre des Affaires étran-

gères et de la Coopération internationale, a clairement exprimé le refus de l'Algérie d'être «entraînée dans une aventure militaire en Libye ou ailleurs», réitérant son plaidoyer pour un règlement pacifique de la crise libyenne. «Il n'y a aucune chance pour que l'Algérie soit entraînée dans une aventure militaire en Libye ou ailleurs», a, en effet, affirmé Lamamra qui se dit convaincu que «les aventures militaires n'ont aucune chance d'aboutir au règlement de ce problème ni dans l'immédiat ni à long terme» et

que «toute autre intervention militaire en Libye engendrera davantage de destruction et de pertes humaines». Pour lui, la communauté internationale doit juste œuvrer et peser de tout son poids pour «aboutir à un règlement pacifique et consensuel à commencer par la formation d'un gouvernement d'entente nationale qui tarde à venir», dans le respect, a-t-il précisé, du «droit de la Libye d'instaurer le régime qu'elle juge adéquat pour son peuple».

M. K.

## MAROC-SAHARA OCCIDENTAL

# Ban Ki-moon aujourd'hui chez les Sahraouis

**Ban Ki-moon sera aujourd'hui dans les camps de réfugiés sahraouis à Tindouf. Cette visite tant attendue pour l'évolution du dossier de décolonisation du Sahara occidental intervient dans un climat de grande tension suscitée par le refus du Maroc de recevoir le Secrétaire général des Nations-Unies et de le laisser atterrir dans les territoires occupés d'El-Ayoune.**

Abla Chérif - Alger (Le Soir) - Officiellement, la position du roi Mohammed VI est dictée par un calendrier chargé devant le mener hors du Maroc. Une absence qui n'explique cependant pas le fait qu'aucune autorisation n'ait été délivrée pour l'atterrissage de l'avion qui devait transporter Ban Ki-moon à El-Ayoune où il désirait particulièrement se rendre pour s'enquérir lui-même, avait-il déclaré, de la situation des droits de l'Homme.

Cette zone est fréquemment secouée par des émeutes de Sahraouis en faveur de l'indépendance, et violemment donc réprimées par les forces d'occupation marocaine. Le souhait du SG de l'ONU de se rendre

dans ce territoire avait provoqué la colère du roi qui a ainsi entrepris de nombreuses démarches et manœuvres visant sinon à annuler ce déplacement, du moins à le reporter au mois de juillet prochain. Cette date n'est pas fortuite, car elle se rapproche de l'expiration du mandat de Ban Ki-moon (en décembre 2016) qui ne peut ainsi inclure les résultats de sa visite dans le rapport qu'il doit présenter au Conseil de sécurité. Il est de tradition que ce rapport soit présenté annuellement au mois d'avril, et c'est ce qui se fera cette année encore en dépit de l'annulation de la visite du Secrétaire général des Nations-Unies à El-Ayoune mais aussi à Rabat, où le roi affirme qu'il ne se

trouvera pas cette semaine. Le Maroc encaisse ainsi un très mauvais point surtout que cette visite tant controversée a été soutenue par tous les membres du Conseil de sécurité. Le déplacement est, par contre, très attendu par les Sahraouis en quête d'une avancée dans le règlement du dossier d'autant que Ban Ki-moon affiche une réelle intention d'œuvrer pour une relance efficace du processus devant mener à l'organisation d'un référendum d'autodétermination au Sahara occidental. En visite à Alger pour préparer la visite de Ban Ki-moon, Christopher Ross avait fait état de l'attention particulière que le SG de l'ONU accordait à cette question qui nécessite «une solution urgente». «La persistance du conflit du Sahara occidental pourrait constituer une bombe à retardement», avait-il ajouté, précisant que son règlement devait passer par une relance des négociations entre le Front Polisario et le Maroc. Pour l'heure, l'option de voir les deux parties à nouveau réunies autour d'une table de négocia-

tions paraît très peu probable, mais il est difficile, par contre, de dire jusqu'où le Maroc peut pousser sa logique de blocage en raison des pressions internationales auxquelles on assiste. La plus spectaculaire concerne bien sûr la récente annulation par la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) de l'accord sur la libéralisation du commerce des produits agricoles conclus en mars 2012 entre le Maroc et l'UE. En même temps, on assiste à une demande grandissante d'élargir les prérogatives de la MINURSO (Mission des Nations-Unies pour le référendum au Sahara occidental) à la préservation des droits de l'Homme. Enfin, on peut imaginer l'effervescence qui règne dans les camps de réfugiés des Sahraouis à Tindouf où les responsables espèrent que «cette visite marquera un tournant et qu'avant de quitter les Nations-Unies, Ban Ki-moon participera à faire avancer le processus qui réglera le dossier de la dernière colonie dans le continent africain».

A. C.